



Le vieillissement : bien plus qu'une question budgétaire

Le Conseil Supérieur des Finances a dévoilé la semaine passée son jugement sur les implications budgétaires du vieillissement. Ce jugement est déconcertant. Pas moins de quarante années de discipline de fer seront nécessaires pour payer les dépenses supplémentaires en matière de pensions et de soins de santé. Ceux qui pensaient que la réduction de la dette publique avait conjuré le démon de l'austérité devront donc se raviser. Nous devons de toute urgence casser ce cercle budgétaire et investir dans un plan proactif de réformes politiques.

Quelle perspective pour les futures générations ! Condamnées à quatre décennies d'austérité avant même d'entrer dans la vie active. Et c'est en fait même pire. En effet, les calculs du Conseil Supérieur utilisent des prémisses remarquables sur l'économie et la sécurité sociale. Ainsi, notre économie et notre productivité devraient croître en moyenne plus vite au cours des prochaines décennies que par le passé. Certainement pas une sinécure, lorsqu'on réalise qu'une population vieillissante et rétrécissante met justement un frein à la croissance et à la productivité. Et on ne parle même pas de la concurrence galopante de la mondialisation.

Pour les pensions, le Conseil Supérieur ne prévoit qu'une augmentation minimale. Or, tout le monde sait que les pensions légales en Belgique sont, en comparaison avec les revenus précédemment gagnés, parmi les plus basses d'Europe occidentale. Les soins de santé constituent un autre défi. Pour l'affronter, les dépenses publiques devront augmenter à un rythme inférieur de près de 40 % en moyenne durant les 25 prochaines années par rapport aux 25 dernières années écoulées. Mais qui est prêt à accepter une diminution des soins de santé pour l'avenir ?

Ensuite, nous avons le mécanisme grippé de l'emploi. 300.000 nouveaux emplois nets doivent être créés au cours de la prochaine décennie. Bien entendu des emplois qui épargnent sur les allocations publiques et qui génèrent des impôts pour le vieillissement. Quelle croissance économique produit de tels emplois ? Un rapport d'un autre Conseil Supérieur, celui de l'Emploi, a démontré que la création d'emplois en Belgique repose encore trop largement sur des emplois subsidiés à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du secteur public. Et il y a encore le détail salé de l'allongement des carrières. L'OCDE et le FMI nous ont une nouvelle fois mis en garde sur l'insuffisance du Pacte des Générations, mais les syndicats et les employeurs restent toujours dans leurs tranchées.

La Belgique a déjà près de vingt ans d'expérience dans la discipline budgétaire. La réduction nécessaire de la dette publique a pesé sur le niveau de notre sécurité sociale. L'Université d'Anvers vient de démontrer que la Belgique est sur le point de lâcher le groupe de tête des Etats-providence. Si on rajoute encore quarante années de serrage de ceinture, on se retrouvera certainement à la queue du peloton à la moitié du siècle.



Une chose est donc claire: si nous ne voulons pas faire du vieillissement un véritable cauchemar, nous devons soutenir la stratégie budgétaire minimaliste au moyen d'une politique de réformes axées sur la croissance. Le Conseil Supérieur des Finances le souligne également. Le ciel s'éclaircit presque automatiquement si nous pouvons maintenir notre économie à une vitesse supérieure. Ceci nécessite des réformes pour nous armer contre les défis de la mondialisation et transformer celle-ci

travail cher et rigide affecte surtout les centaines de milliers de personnes vulnérables et sans emploi, et non les techniciens bien formés ou les diplômés hautement qualifiés. Ce déficit social aigu peut constituer le moteur de réformes qui échangent les intérêts particuliers à court terme contre l'intérêt général à long terme.

Pour la sécurité sociale, une combinaison délibérée du public et du privé peut ménager les dépenses publiques, améliorer la solidarité, et continuer à garantir un haut

Si nous ne voulons pas faire du vieillissement un véritable cauchemar, nous devons soutenir la stratégie budgétaire minimaliste au moyen d'une politique de réformes axées sur la croissance.

en vraie opportunité.

Les grands chantiers de réforme sont évidents. La compétitivité de notre économie doit être améliorée. Le travail et l'investissement doivent être rendus plus attractifs. A la fois la hauteur et la nature des impôts en sont une composante, tout comme une gestion publique plus efficace. La Belgique peut devenir un pôle de créativité et d'innovation, qui génère de nouveaux débouchés et de nouvelles chances. Un Nokia est aussi possible au bord de la Meuse et de l'Escaut. Nous ne pouvons pas, il est vrai, le programmer par un plan Marshall, mais bien le promouvoir et le stimuler par des interventions structurelles.

Nous avons ensuite besoin d'un débat libre sur l'organisation de la sécurité sociale et le fonctionnement du marché du travail. Il est désormais bien connu que la sécurité sociale donne trop de sécurité à ceux qui n'en ont pas besoin et trop peu de sécurité à ceux qui en ont réellement besoin. Le marché du

niveau de protection pour tous. L'évolution rapide vers les pensions complémentaires le démontre. A terme, celles-ci peuvent permettre aux pensions légales de mieux servir les plus faibles. Au niveau des soins de santé également, la combinaison du public et du privé peut aider à surmonter l'impasse présentée par le Conseil Supérieur. Aujourd'hui, trente pour cent des dépenses en matière de soins de santé sont déjà financées par le particulier. Lorsque nous parviendrons à structurer ce deuxième pilier de fait, nous pourrons promouvoir l'efficacité, la prévention et la solidarité dans tout le système.

D'autres pistes sont pensables et tenables. Des pays européens comme la Finlande, l'Espagne, l'Irlande et l'Autriche démontrent que des réformes sont possibles et rentables. La Belgique reste dans l'impasse du Pacte des Générations et se fixe aveuglement sur la question budgétaire. Nous méconnaissons et manquons les opportunités de réformes politiques. Par contre, à l'approche des élections, on



bricole sur la régionalisation du marché du travail et des soins de santé. Il est grand temps de se demander dans quelle direction ses domaines doivent évoluer en substance.

Une politique budgétaire est indispensable pour faire face au vieillissement. Mais elle doit être secondée d'une politique de

réformes consciente de ses choix et de ses objectifs. Peut-être avons-nous besoin d'un conseil supérieur supplémentaire.

Marc De Vos

Directeur Itinera Institute
Professeur à l'Université de Gand

Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.

Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'Institut Itinera est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever – Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur.

Disclaimer: The views presented in this Nota are those of the author(s) and do not necessarily represent those of the Itinera Institute. Nota describe research in progress by the author(s) and are published to elicit comments and to further debate.